

ASSEMBLÉE NATIONALE

31 mai 2013

REFONDATION DE L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 1093)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 286

présenté par

M. Hetzel, M. Foulon, M. Larrivé, M. Decool, M. Marc, M. Sturni, M. Suguenot, Mme Dalloz, Mme Duby-Muller, M. Tian, M. Sordi, M. Schneider, M. Nicolin, Mme Grosskost, M. Vitel, Mme Louwagie, M. Mathis, M. Gibbes, Mme Rohfritsch, M. Reiss et Mme Nachury

ARTICLE 5

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La scolarisation à deux ans est loin de faire l'unanimité chez les pédopsychiatres. Souvent présentée comme une bonne solution, notamment pour pallier le manque de places en crèche, cette scolarisation est « une fausse bonne idée » car ils estiment qu'elle favorise le retard dans les apprentissages.

L'association française de psychiatrie la qualifie même de « contre-sens éducatif ». « La troisième année de la vie est l'achèvement d'un cycle de développement qui va de la naissance à l'acquisition du +je+, c'est-à-dire à celle d'une autonomie dans le sentiment de séparation corporelle et identitaire ».

L'ancienne Défenseur des enfants, Mme Claire Brisset a déclaré :

« Il faut une loi qui dise que l'école est « accessible à trois ans révolus », comme on ne vote pas à dix-huit ans moins une semaine ». Scolariser un enfant trop tôt reviendrait donc à le brusquer et provoquerait des réactions diverses telles que l'inhibition, le sentiment de solitude, les conduites agressives... Et, au-delà, cela peut avoir des conséquences durables bien plus graves.

Un linguiste, quant à lui estime que, scolarisés trop tôt, « les enfants apprennent le langage entre enfants et disposent à l'entrée en CP de 300-350 mots de vocabulaire et non 900-1 000 comme les autres ». « Il n'est pas question alors d'entrer dans l'apprentissage de la lecture », relève-t-il.

Pour toutes ces raisons, il convient de supprimer cet article.